

Toute question spécifique qui surgit n'est ni purement économique, ni purement militaire, ni purement stratégique. Avant de prendre une décision sur l'une quelconque de ces questions, il est nécessaire d'en peser les facteurs politiques, économiques, stratégiques et psychologiques.

Pour que la décision soit judicieuse, il faut qu'elle découle d'une étude très attentive de ces facteurs politiques, économiques, stratégiques et psychologiques. Tous ces facteurs sont difficiles à analyser; plusieurs sont impondérables.

Les problèmes exigent aussi que les conséquences immédiates soient mises en regard des conséquences lointaines. Si l'on se place au point de vue de l'avenir immédiat, il se peut que certaines décisions soient préférables à d'autres, soit parce qu'elles ne portent guère atteinte à l'économie ou parce qu'elles donnent des résultats immédiats. Cependant, il se peut que telle ou telle décision, préférable si l'échéance envisagée n'est que d'une année ou deux, comporte moins d'avantages que telle ou telle autre, si l'échéance envisagée est de cinq, six ou sept ans.

L'objet de la comparaison entre les divers facteurs (conséquences immédiates et lointaines, facteurs politiques, économiques, stratégiques et psychologiques) est de nous permettre d'arriver à une politique qui servira le mieux possible les intérêts du peuple canadien.

Mais les intérêts du peuple canadien ne peuvent être dissociés de ceux des peuples démocratiques du nord de l'Atlantique, pas plus que les intérêts de ces derniers ne peuvent être dissociés des nôtres. De nos jours, les démocraties du nord de l'Atlantique n'ont qu'une façon de se montrer réalistes, c'est d'envisager chacune de leur côté les problèmes résultant de leurs relations entre elles, comme autant de problèmes surgissant entre amis et associés. Cela ne veut pas dire que chacun de nous doit faire tout ce que tel ou tel membre du groupe prétend être dans l'intérêt de toute l'association. Cela veut dire que chacun, avant de prendre des mesures d'ordre politique, économique ou militaire, doit songer à l'effet qu'elles auront sur la force totale du groupe pris dans son ensemble, c'est-à-dire, sur toute sa force militaire, économique et morale.

Chacun de nous doit prendre ces décisions, sachant bien que même si elle n'est nullement inévitable, la guerre risque quand même d'éclater à n'importe quel moment. La portée de ce risque est incalculable, mais on n'en peut nier l'existence. Et ce risque est peut-être plus grand aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été depuis à peine trois ans que la guerre a pris fin.

Ces considérations, Messieurs, sont loin d'être rassurantes. Mais je les crois fondées sur une appréciation raisonnable des faits et tendances de l'heure. Vous ne voudriez pas que je prêche une doctrine de mansuétude et de lumière lorsque je ne m'y sens pas disposé. Je ne crois pas, d'autre part, qu'il y ait lieu de sombrer dans le désespoir et d'imaginer qu'il n'y a rien à faire pour sauver la situation. Loin de là. Il n'y a rien d'inévitable dans les relations entre Etats; rien de fixe, d'immuable ou de permanent.

Cependant, puisqu'il nous faudra, d'ici plusieurs années, vivre dans une atmosphère de tension internationale, ponctuée de crises périodiques, nous et nos amis des autres démocraties occidentales aurons besoin de nerfs solides et de courage. Il nous faudra demeurer inébranlables dans notre détermination de poursuivre une politique conséquente, ferme et réservée à l'égard de toute puissance ou de tout groupe de puissances qui, directement ou indirectement, menacent la paix mondiale. C'est sur une telle politique que repose notre meilleur espoir d'avenir.